

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers :

En exercice : 48

Présents : 43

Séance du :

15 juin 2021

Date de publication :

23 juin 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze juin à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 9 juin 2021, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIMOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - SARRAUTON Thierry - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - PECOUL Christopher - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - DEBAISIEUX Jean-François donne procuration à MASQUELIER Frédéric

NON REPRESENTES : FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - CURTI Fabrice.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. PECOUL.

INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE

*

MESURES EN DIRECTION DU QUARTIER PRIORITAIRE DE LA GABELLE

*

- N° 76 -**AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C_20210615_76-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

M. MASQUELIER, Président, expose :

Les violences urbaines qui ont frappé les villes de Saint-Raphaël et de Fréjus dans la nuit du 8 mai dernier ont suscité l'émotion, l'indignation et la colère de nos administrés.

Sentiments compréhensibles et légitimes, car il est inacceptable qu'en République l'on tolère les agissements d'une minorité qui tente d'imposer sa loi afin de garantir un trafic dans un quartier loin d'avoir été délaissé par les pouvoirs publics, au regard des sommes et actions engagées, et notamment, des 41 millions d'euros investis jusqu'en 2012 dans le cadre du Plan de sauvegarde puis du Projet de Rénovation Urbaine, ainsi que des réponses sociales apportées aux personnes, jeunes comme moins jeunes, en difficulté.

De fait, en sus d'un préalable rétablissement immédiat de l'ordre républicain avec la réponse judiciaire qui s'impose, diverses mesures apparaissent devoir être prises.

Tout d'abord, le classement de ce quartier prioritaire de la Politique de la Ville en Quartier de Reconquête Républicaine (QRR), car outre un renfort pérenne d'effectifs de policiers nationaux au sein du commissariat de Fréjus - Saint-Raphaël, ce dispositif exceptionnel permet le déploiement et le renforcement d'outils de lutte contre les trafics et la radicalisation et également de téléservices innovants de signalement en ligne simplifiant les démarches des victimes et habitants. Une demande est à effectuer auprès de l'Etat.

Concernant l'échelon local, les garanties d'emprunt accordées par Estérel Côte d'Azur Agglomération aux bailleurs sociaux seront désormais conditionnées par leur engagement écrit de résilier, sans délai, les baux de leurs résidents qui ne respecteraient pas la loi et d'enclencher les procédures requises. Un tableau de suivi de l'entretien des immeubles sera par ailleurs demandé.

Enfin, plus aucune aide publique ne sera accordée aux familles manifestement défailtantes dont un des membres ferait l'objet d'une condamnation pour violences, trouble à l'ordre public dans le cadre des violences urbaines ou trafic de stupéfiants. Les communes membres de l'Etablissement et ses partenaires institutionnels, notamment la Caisse d'Allocations Familiales, seront invités à accompagner cette mesure forte mais nécessaire, l'indispensable concours des habitants à la résolution des maux qui affectent leur quartier nécessitant leur responsabilisation.

De fait,

VU l'engagement du Président de la République relatif à la Police de Sécurité du Quotidien, lancé le 8 février 2018,

VU la compétence Politique de la Ville exercée par Estérel Côte d'Azur Agglomération, en vertu de l'article 5-4 de ses statuts,

VU l'avis de la commission des assemblées,

Le Conseil communautaire est invité à :

APPROUVER les mesures énumérées ci-dessus,

DEMANDER le classement du quartier prioritaire de la Politique de la Ville de La Gabelle en Quartier de Reconquête Républicaine (QRR),

AUTORISER Monsieur le Président à signer tout document y afférent.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. MASQUELIER, Président,**
ET A SA DEMANDE,
APRES en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_76-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021